

A black and white photograph showing a view through a window frame. The window is divided into several panes by dark frames. Outside, a multi-story building is under construction, with visible scaffolding and structural elements. The sky is bright and overexposed. The overall mood is industrial and urban.

Prenons la ville!

Lotta continua, Italie, 1970



Lotta continua est un groupe politique italien né en 1969 à Turin mais avec des groupes dans d'autres ville. Un journal du même nom continuera à paraître jusqu'en 1982 mais dès 1974 des groupes se séparent pour en former d'autres : Comitato Comunista Autonomo, Nuclei Armati Proletari, Prima Linea, Formazioni Armata Comuniste.

Lotta Continua s'est opposée à toute forme d'organisation politique traditionnelle. Le mouvement prônait :

- . l'organisation conjointe des luttes urbaines au sein des comités d'usine,
- . la création de comités de quartiers,
- . la prise en considération de l'ensemble des problèmes d'un quartier, et non plus seulement la seule question relative à l'habitat,
- . l'appropriation collective de logements sur des biens privés de sociétés immobilières de grande et moyenne dimension, et non plus seulement des biens publics.

Sur le texte publié ici et pour une approche plus fouillée de la démarche de ce groupe sur cette question voir Lotta continua : à propos du programme prenons la ville ! <http://www.centremlm.be/Lotta-Continua-A-propos-du-programme-Prenons-la-ville-%E2%88%92-1971>

Le texte qui suit est issue d'un document préparatoire à un congrès qui eut lieu à Milan en 1971.

La vie politique italienne est plus encore que par le passé dans la plus grande confusion. Face aux tensions sociales et à la difficulté manifeste de leur trouver une solution dans le cadre du régime bourgeois, la bourgeoisie tente d'enlever à la classe ouvrière l'hégémonie qu'elle avait conquise l'année dernière sur le terrain social et de la rejeter, comme une couche sociale parmi d'autres, dans le marais du système bourgeois.

LA SITUATION DANS LES USINES

La situation actuelle dans les usines ne peut porter au pessimisme que ceux qui voient la lutte comme un processus linéaire, comme une succession d'attaques et de contre-attaques, par lesquelles, pas à pas, l'enjeu de l'affrontement se déplace et s'élève. Or, bien que divisée par ses propres différenciations et contradictions internes, la bourgeoisie reste maîtresse du pouvoir et dispose contre son ennemi de classe, le prolétariat, d'un arsenal d'armes utilisables à tout moment.

Le prolétariat est la classe qui doit conquérir le pouvoir. Il forge les armes de sa victoire dans le cours même de la lutte et de façon collective.

Pour produire le « décret »¹ il a suffi de réunir une poignée de ministres ; mais il faut des mois et des années pour que les ouvriers s'unissent et poursuivent leurs objectifs de façon autonome. Si un décret peut annuler les conquêtes économiques de la classe ouvrière, il ne peut certainement pas annuler ses conquêtes politiques ; si les camarades oublient cette différence fondamentale entre la façon d'agir des capitalistes et celle du mouvement prolétarien, ils risquent de dévier sur des positions aventuristes ou désespérées et, donc, de devenir étrangers aux masses, de rester prisonniers de la logique que la bourgeoisie s'efforce d'imposer au mouvement de classe.

1 Train de mesures fiscales et para-fiscales édictées en 1970 pour lutter contre l'inflation

LE DÉCRET

Le décret a montré, mieux encore que l'augmentation générale des prix, par quelles escroqueries, politiques et économiques, la bourgeoisie pense pouvoir annuler les conquêtes arrachées par l'offensive ouvrière : « La lutte ne paie pas, se dresser contre les règles du système ne peut qu'empirer votre condition dans le système. » Il ne faut pas sous-estimer les effets économiques de cette escroquerie sur les conditions de vie matérielle des masses. Là où il n'y a pas de luttes ouvertes, en premier lieu à la Fiat, la double journée de travail est une pratique normale de la majorité des ouvriers : l'horaire hebdomadaire réel atteint le chiffre impressionnant de 60 à 70 heures, sans compter les transports. La misère et la gêne matérielle les plus cruelles en matière de logement, de santé et d'instruction, sont la réalité quotidienne de la vie des prolétaires, particulièrement dans les grandes concentrations urbaines et dans les zones à taux de chômage élevé. C'est dans ce cadre que s'inscrivent la répression patronale à l'usine, les licenciements, les mutations massives, les lock-out et les mises à pied, bref le durcissement patronal contre toute forme d'initiative ouvrière, l'utilisation de bandes fascistes et le financement massif d'initiatives syndicales para-fascistes, etc.

La classe ouvrière est conduite soit à baisser la tête, soit à s'épuiser en réactions défensives aux provocations patronales qui cherchent à décimer les avant-gardes.

L'initiative ouvrière est ainsi acculée, réduite soit à une sourde lutte quotidienne contre l'intensification de l'exploitation, soit à l'absentéisme, aux absences massives et prolongées, soit aux luttes partielles dont le coût est sans rapport avec les objectifs. Il s'agit là d'explosions de combativité plus que de programme de lutte. Mais attention : il faut bien voir la réalité que recouvre une apparente passivité, une apparente faiblesse : une très forte politisation de masse, la conscience et la conviction que l'ennemi, c'est le gouvernement et l'Etat des patrons, qu'une organisation prolétarienne générale est

nécessaire pour se mesurer avec cet ennemi, que toute lutte qui n'a pas la révolution pour perspective est une lutte perdante. Paradoxalement, c'est justement ce haut niveau de conscience des masses prolétariennes qui freine et fait obstacle aux initiatives immédiates de luttes ; aujourd'hui, les ouvriers exigent de savoir quelle organisation est en mesure de garantir la généralité de la lutte, son rapport avec les luttes sociales.

Les grèves spontanées et les grèves organisées contre la production sont un acquis du passé ; aujourd'hui, on veut autre chose.

Ainsi, l'augmentation des prix, le décret, la répression provoquent le contraire de ce que à quoi tendaient ces mesures : non pas un retour au fatalisme et à la résignation individuelle mais une maturation et une extension de l'horizon politique prolétarien. La bourgeoisie a produit peu d'hommes « d'Etat » aussi insignifiants que Colombo, mais peu ont, comme lui, nourri avec autant de force et d'imagination les rêves des chasseurs de prolétaires.

Face à cette situation, nous courons le risque qu'une intervention unilatérale de notre part, exclusivement occupée à pousser de façon artificielle à la reprise de la lutte à l'usine, ne nous rende étrangers aux masses et ne se transforme en un facteur de frustration et de découragement pour les masses et pour les militants eux-mêmes ; notre présence, interprétée comme un appel continu à la lutte, à la grève, devient non pas une expression des exigences ouvrières mais une espèce de réprobation gratuite, venant de l'extérieur, contre la faiblesse des prolétaires. Ce problème ne se pose pas aujourd'hui dans les seules situations (notamment à la Fiat) où il n'y a pas de lutte ouverte, mais également, de façon tendancielle, dans toutes les situations qui sont actuellement caractérisées par la lutte ; ce problème influe sur le contenu des interventions dans les luttes elles-mêmes.

LES LUTTES SOCIALES

À côté de la permanence de fortes tensions dans les usines, qui s'étendent même à des zones où la maturation autonome des ouvriers a été plus réduite, les luttes explosent aujourd'hui sur le terrain social, qui est probablement décisif dans cette phase. De la poussée impétueuse des contradictions sociales dans le sud aux luttes pour le logement et les transports et aux luttes étudiantes dans les grandes villes, les peu glorieuses mobilisations syndicales pour les réformes ont fait place à une initiative prolétarienne croissante contre la misère matérielle et morale de la vie sociale. C'est sur ce terrain que la lutte de la classe ouvrière pourra surmonter ses difficultés actuelles, retrouver des perspectives qui lui rendront vigueur et confiance dans son efficacité. Il ne fait pas de doute que la socialisation grandissante des luttes prolétariennes est davantage une conséquence indirecte des grandes luttes ouvrières contre la production, qu'un prolongement direct de celles-ci.

Ce n'est pas encore l'organisation ouvrière autonome formée dans la lutte d'usine qui débouche sur le terrain social, orientant la lutte sur les conditions de vie et établissant un rapport direct entre objectifs d'usine et objectifs sociaux : ce sont plutôt les contenus généraux et le niveau de conscience des luttes ouvrières qui s'expriment à nouveau de façon diffuse dans la société, à travers une quantité d'initiatives qui ne parviennent pas encore à s'unifier dans un programme et une organisation communes. C'est en grande partie inévitable : une liaison immédiate entre luttes d'usine et luttes sociales n'est possible que sous la forme faussée, bureaucratique et contre-révolutionnaire des épisodiques mobilisations syndicales.

Il se produit, aujourd'hui, sur le terrain social, quelque chose de comparable à l'explosion qui a secoué les usines italiennes il y a deux ans : un développement spontané de l'initiative prolétarienne, encore partielle et fragmentée, encore concentrée sur des affrontements particuliers et non pas organisée en un programme général. Elle doit être

appuyée à fond, parce que seule sa généralisation permettra de rendre à la lutte ouvrière d'usine le souffle politique dont elle a aujourd'hui besoin.

Nous ne sommes aujourd'hui qu'au début de ce processus, mais il est important que nous en mesurions jusqu'au bout la portée stratégique ; il est important surtout d'éviter certaines erreurs qui nous guettent :

- a) Dissocier l'intervention sur le plan social, dans les quartiers et les régions, de l'intervention dans l'usine, en supprimant le rôle dirigeant que les avant-gardes ouvrières peuvent et doivent avoir dans la socialisation de la lutte, et donc ;
- b) Noyer dans un concept général de « prolétariat » les caractéristiques propres des couches prolétariennes pour finir dans une agitation populiste et misérabiliste ;
- c) Réduire l'intervention sociale pour n'y voir qu'un stimulant à l'organisation de luttes partielles, encore moins capables que les luttes d'usine de permanence politique.

PRENONS LA VILLE

Avec un mot d'ordre bien plus vivant et riche que nos expressions bureaucratiques sur le « travail de quartier » ou « l'organisation territoriale », un camarade ouvrier a exprimé ce nouveau programme de lutte : **PRENONS LA VILLE**.

Que veut dire ce mot d'ordre ? Ce n'est pas par hasard qu'il est particulièrement bien adapté aux grandes concentrations du nord, à Turin, à Milan, où la présence massive des immigrés et la domination de l'usine sur la ville font des prolétaires des étrangers à la ville. Ce mot d'ordre n'a évidemment rien à voir avec l'odieuse caricature administrative de la démocratie qui s'incarne dans les comités de quartiers à gestion

révisionniste, sous-produits gratuits des administrations communales.

La ville, les prolétaires ne peuvent ni ne doivent la gérer, pas plus qu'ils ne peuvent ni ne doivent gérer l'usine. Ils peuvent et doivent gérer la lutte de classe dans la ville comme dans l'usine.

Qu'a signifié pour la classe ouvrière, dans les grandes luttes de ces dernières années, le mot d'ordre « prendre l'usine » ? Non pas, bien sûr, « gérer » ou bien « contrôler » la production, ni « participer » à la direction ou aux bénéfices des usines ; mais renverser la gestion capitaliste de l'usine, transformer l'unité objective de la production salariée en unité subjective, politique, dans la lutte contre la production. L'usine est devenue le lieu où, à travers les débrayages, les assemblées, les défilés, l'unité de classe des ouvriers s'est recomposée et organisée.

De même, « prendre la ville » veut dire en finir avec la désagrégation du prolétariat, avec le contrôle exercé sur les masses par la solitude, l'exploitation économique, l'idéologie bourgeoise, pour produire leur contraire, l'unité prolétarienne complète, non plus seulement contre la production capitaliste, mais pour le droit de tous à une vie sociale communiste libérée du besoin, saine et heureuse. « Prendre la ville » veut dire dépasser l'isolement « syndical » des mobilisations puissantes et riches de sens mais privées de perspectives à cause de leur caractère partiel (que ce soit sur le problème du logement ou celui de l'école ou celui de la santé) ; cela veut dire lier entre eux ces moments de lutte, mais surtout lier chacun d'entre eux à un programme complet de vie sociale émancipée. Tout ce qui existe est le fruit du travail prolétarien et est retourné contre le prolétariat ; le problème, c'est de se le réapproprier dans la lutte et, en premier lieu, de se réapproprier l'identité de classe, c'est-à-dire de découvrir collectivement, à partir des besoins des masses les plus exploitées, les mécanismes de division et de sélection qui agissent sur le terrain social ; de tracer, sur la base de la lutte, des lignes de démarcation entre les oppresseurs, leurs complices et les prolétaires.

Lutter pour le logement, contre toute forme de délégation réformiste, par l'initiative directe des masses, signifie connaître par son nom et son prénom son ennemi, des grandes sociétés immobilières aux sociétés publiques de construction, des grands spéculateurs privés aux escrocs des hôtels, des foyers, liés à l'industrie et à l'administration publique ; cela signifie connaître et résoudre les contradictions au sein du prolétariat, entre ceux qui vivent dans des baraques et ceux qui habitent les maisons populaires, entre les locataires des maisons privées et les propriétaires d'un ou de deux appartements, entre les « hôtes » des pensions prolétariennes et ceux des foyers d'étudiants. C'est cette gigantesque analyse de classe collective qui produit progressivement les conditions nécessaires pour l'organisation politique du prolétariat dans les villes ou les campagnes, qui réalise progressivement l'unification autour de la gauche, autour de ceux qui ne sont pas toujours les plus malheureux mais les plus exploités et les plus conscients, ceux qui, dans les grandes villes, coïncident objectivement avec la gauche de la classe ouvrière d'usine : les jeunes ouvriers immigrés des chaînes, des entreprises et des chantiers, pour les unir aux autres couches prolétariennes.

Et cela dans la bataille prolétarienne pour l'école ou pour la santé, ou contre le scandale des prix, des impôts ou des transports. Ce qui compte, c'est de dégager et d'affirmer pleinement le contenu fondamental de cette lutte : la conscience collective que cette vie que les capitalistes nous font maudire peut être belle, que le programme de la lutte prolétarienne, ce n'est pas une vie « meilleure » mais une vie radicalement différente ; la conscience en particulier que l'organisation des prolétaires n'est pas simplement un moment de leur vie, nécessaire pour atteindre certains objectifs, mais qu'elle est la seule possibilité de vaincre la misère matérielle et morale de la vie quotidienne, de ne plus être seul, malheureux et désespéré. C'est là que, véritablement, la lutte de classe fait un pas en avant décisif, non pas en ce sens qu'elle étend son front, mais parce qu'elle détruit la politique comme activité séparée, comme spécialisation, comme moment syndical ;

et cela signifie aujourd'hui, pour nous, savoir supprimer l'esprit de spécialisation et le bureaucratisme dont nous sommes objectivement affectés, savoir modifier notre langage, notre méthode de travail, cesser de mesurer nos progrès au nombre de réunions « fermées » et s'unir aux masses là où elles se trouvent, sur les places, dans les rues, dans les cafés, dans les maisons. Les assemblées populaires, les manifestations de rue, les piquets sur les marchés, les occupations de transports publics, les garderies où les enfants des prolétaires ne sont pas surveillés militairement, misérablement et pour un prix élevé mais disposent librement d'eux-mêmes, les écoles ouvertes aux sièges de l'organisation prolétarienne, les locaux où les prolétaires discutent, rédigent et financent les instruments de leur information et de leur organisation, des tracts aux journaux, aux affiches, voilà les instruments de notre travail.

Et ce refus de la spécialisation, ce refus d'une politisation fautive parce que unilatérale, doit se refléter jusque dans la façon dont nous posons le problème de l'illégalité révolutionnaire. L'illégalité, la violence révolutionnaire et son organisation ne sont pas la prérogative d'une avant-garde transformée en escouade militaire débile et pathétique ; elles sont parties intégrantes de l'expérience de masse du prolétariat : le refus des expulsions, l'auto-défense contre la police, la prétendue délinquance juvénile, la violence politique qui explose dans les occasions les plus diverses et apparemment incompréhensibles comme dans les stades et les spectacles. Avoir un rôle d'avant-garde sur ce terrain comme sur tous les autres ne veut pas dire assumer des tâches dont les masses ne peuvent être chargées dans tel cas précis de la préparation à la lutte illégale, mais s'identifier à l'expérience quotidienne qu'ont les masses de la violence révolutionnaire.

Inutile de dire que seul l'enracinement dans les masses pourra permettre d'affronter le choc avec l'appareil répressif bourgeois jusqu'aux niveaux les plus élevés ; sans quoi il ne faudra pas beaucoup de temps pour

venir à bout de nos velléités. La tâche générale dans cette phase n'est donc pas d'inventer des « foyers de révolte prolétarienne », mais de fondre les différents moments de révolte dans un programme complet, dans une organisation complète. La lutte des étudiants n'a aujourd'hui de sens que dans cette perspective, hors de laquelle il n'existe pas de « stratégie des luttes étudiantes ».

UNE ALTERNANCE DANGEREUSE

Le danger le plus grave que nous courons est de voir notre intervention osciller continuellement entre deux pôles opposés, qui finissent par être constamment séparés au gré des flux et reflux du mouvement de classe et des situations particulières dans lesquelles il nous est donné d'agir ; il en est souvent ainsi pour le rapport usine-luttes sociales, ou pour le rapport entre objectifs matériels de la lutte et programme politique général. Quand, par exemple, la lutte ouvrière d'usine est la plus enflammée, c'est elle qui absorbe toutes nos forces ; inversement, quand la lutte ouvrière est dans une phase moins aiguë, nous sommes poussés à concentrer nos forces sur le travail extérieur à l'usine. De cette manière, nous allons à l'aveuglette ; dans le premier cas, parce que nous ne savons pas mettre à profit l'incitation générale à la lutte prolétarienne contenue dans les luttes ouvrières les plus avancées ; dans le second, parce que nous ne savons pas voir que seul le lien avec une dimension générale et sociale de lutte et d'organisation peut garantir la croissance continue de l'autonomie ouvrière organisée dans l'usine. Ou encore, par exemple, quand nous privilégions de façon unilatérale la valeur mobilisatrice des objectifs matériels, nous risquons de nous retrouver, même après une lutte puissante et radicale, devant le reflux et la désagrégation.

Inversement, quand nous insistons arbitrairement sur la propagande politique générale, nous risquons de tomber dans l'idéologie, qui est toujours étrangère aux besoins et à la conscience des masses. Aujourd'hui, toutes les conditions sont réunies pour échapper à cette

alternance appauvrissante : c'est précisément le progrès de la lutte de classe qui les a créées : jamais autant qu'aujourd'hui un plan général d'objectifs n'a su unifier et exprimer les besoins fondamentaux des masses, dont la condition est rendue encore plus homogène par la contre-offensive capitaliste et gouvernementale ; jamais autant qu'aujourd'hui n'est apparue clairement la valeur d'un plan qui n'alterne pas entre un catalogue de revendications et un programme politique exhaustif.

Ce ne sera pas une plate-forme unique qui produira l'unification et la généralisation immédiate des luttes. Mais c'est avant tout par rapport à un programme et à ses contenus que la classe ouvrière mesure aujourd'hui la valeur des luttes partielles qu'elle est en train de mener. Ce sont surtout les contenus et la signification générale de ce programme, y compris la perspective de la révolution et du communisme, et non pas ses termes revendicatifs immédiats, qui qualifient aujourd'hui notre intervention et notre présence parmi les masses. Le point sur lequel il faut insister est le suivant : aujourd'hui, organiser les masses dans l'usine et au dehors signifie les organiser une fois admis ces contenus ; les formalistes équivoques de la « démocratie de base » dans laquelle ont pu coexister révisionnistes et révolutionnaires, camarades et jaunes, ont été écartés par la maturation de la lutte de classe et les contradictions qu'elle a aiguës dans l'appareil politique et économique bourgeois. C'est justement dans cette période où ils renoncent à la lutte de la façon la plus éhontée, que les syndicats relancent l'arsenal démodé de la démocratie formelle : l'unité syndicale, la fin des commissions internes, les conseils de délégués —boîtes vides que la bureaucratie bourgeoise se chargera de remplir. C'est le moment de se décider à traiter à fond la question de l'organisation de masse.

Nous disons non aux syndicats anciens et nouveaux, non au statut des assemblées, non aux conseils de délégués. Nous disons oui à une organisation de masse rigoureuse, avec ses structures de décision, de liaison et de représentation, dans l'usine et au dehors, mais à la

condition de prendre pour point de départ la définition des contenus de cette organisation. Cette organisation n'est pas seulement l'organisation « démocratique » des ouvriers et des prolétaires, c'est l'organisation démocratique des ouvriers conscients et des prolétaires qui se reconnaissent dans un programme politique précis.

Ce programme n'est pas la revendication maximaliste de la prise du pouvoir mais il n'a de sens que dans la perspective de la prise du pouvoir. C'est pourquoi il exclut les syndicats favorables à la productivité et aux réformes de Colombo, et le PCI d'accord avec le décret.

12 novembre 1970.

ni patrie, ni patron
ni parti, ni État
Tant qu'il le faudra

